

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Nous savons tous que c'est aujourd'hui la Journée internationale de la femme. Cette journée permet de faire le point sur les progrès que les femmes ont réalisés pour surmonter les obstacles à leur pleine égalité, mais c'est aussi l'occasion de rappeler qu'il reste bien des barrières à faire tomber. On le voit surtout dans la différence entre les belles paroles du gouvernement et les mesures qu'il prend pour appuyer les femmes.

Dans son dernier budget, le gouvernement a retranché quelque 1,6 million de dollars de son programme de promotion de la femme. Pourtant, il a eu le culot d'envoyer dans tout le Canada une coûteuse affiche sur papier glacé portant sur la Journée internationale de la femme. Comme l'a dit M^{me} Carol Greene, des Cahiers de la femme: «L'argent qu'a coûté ce seul projet de publication d'affiches aurait permis de garder un centre pour les femmes ouvert pendant toute une année.»

Le secrétaire d'État montrera-t-il aujourd'hui, pendant cette Journée internationale de la femme, que les belles paroles du gouvernement sont le moins sincères et qu'on permettra aux 80 centres pour les femmes du Canada de demeurer ouverts en continuant à les financer. Le fera-t-il aujourd'hui?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, en effet, en cette Journée internationale de la femme, nous célébrons les progrès que les femmes de tous les pays, et surtout du Canada, ont accomplis ces 80 dernières années pour parvenir à l'égalité.

La meilleure façon de permettre aux femmes d'atteindre réellement l'égalité, c'est de leur offrir des perspectives d'emploi. Et la meilleure façon d'assurer qu'elles aient des emplois rémunérateurs, c'est d'avoir une saine économie. Ce budget vise à garantir aux femmes et aux enfants qu'ils auront des chances égales d'assurer leur avenir dans la dignité.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, les Canadiens prendront note du fait que le secrétaire d'État, qui est responsable du programme de promotion de la femme, n'a pas pu ou n'a pas voulu répondre à ma question.

Le Comité national d'action sur le statut de la femme a déclaré que les compressions touchant les centres pour les femmes «constituent une attaque contre les fondements mêmes du mouvement de promotion de la femme».

Je demande au secrétaire d'État si le gouvernement et lui sont vraiment en faveur de l'égalité des femmes et s'ils sont prêts à rétablir le financement des centres pour les femmes qui sont au coeur même du mouvement de promotion de la femme?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, il importe que le député sache quels progrès les femmes font au Canada et de quelle façon le gouvernement favorise ces progrès.

Ce n'est pas seulement le secrétariat d'État qui finance ces programmes destinés aux femmes. Tous les ministères y participent, notamment grâce au programme de 40 millions de dollars pour la réduction de la violence familiale et programme d'aide de 25 millions de dollars destiné aux femmes autochtones. En outre, le secrétariat d'État continuera d'aider et de subventionner les services destinés aux femmes autochtones, aux minorités visibles, aux femmes handicapées, et de soutenir les efforts de promotion de la femme et d'information.

• (1420)

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le secrétaire d'État n'a toujours pas répondu à la question. Après tout, les femmes canadiennes n'ont déjà plus confiance en la ministre responsable de la situation de la femme. Il est clair qu'on parle beaucoup, mais qu'on ne fait rien pour les femmes.

M. le Président: Le chef de l'opposition peut-il poser sa question?

[Français]

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Alors, monsieur le Président, j'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Lors de la dernière élection, le premier ministre a promis aux Canadiens un programme national de garderies. Mais le gouvernement n'a pas tenu sa promesse. Dans son Budget, le ministre des Finances a plafonné les crédits utilisés par les provinces pour fournir des services de garderies. Il a par ailleurs réduit des crédits du Fonds d'initiative pour les garderies, qui sont passés de 15 millions de dollars à 13 millions de dollars.

Je demande au ministre: Pourquoi le gouvernement ne saisit-il pas l'occasion qui lui est offerte en cette Journée internationale de la femme pour rétablir ces crédits, pour tenir sa promesse et annoncer aujourd'hui un programme national de garderies? Pourquoi pas une telle réponse,